



CHAPITRE 78

CHAPTER 78

Loi modifiant la charte de la cité de Lachine An Act to amend the charter of the city of Lachine

[Sanctionnée le 24 mai 1945]

[Assented to, the 24th of May, 1945]

Préambule.

ATTE^{NDU} que la cité de Lachine a par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86, et les lois qui la modifient soient, de nouveau, modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Directeur du service de la police.

1. La cité aura un officier appelé "Directeur du service de la police". La destination du directeur du service de la police ne pourra être décrétée que conformément aux dispositions du chapitre 235 des Statuts refondus de la province de Québec 1941. Le salaire du directeur du service de la police ne devra pas être inférieur à trois mille dollars.

1937, c. 108, a. 11, remp.

2. L'article 11 de la loi 1 George VI, chapitre 108 (Charte de la cité de Lachine) est remplacé par le suivant:

Directeur des finances.
Devoirs, etc.

"11. La cité aura un officier appelé "Directeur des finances de la cité".

Les devoirs et pouvoirs du directeur des finances sont les suivants:

1. Surveiller attentivement la perception des taxes et autres revenus de la municipalité;

WHEREAS the city of Lachine has, by its petition, represented, that it is in the interest of the said city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 9 Edward VII, chapter 86, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Director of Police Service.

1. The city shall have an officer called the "Director of the Police Service". The removal of the Director of the Police Service may be ordered only under the provisions of chapter 235 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941. The salary of the Director of the Police Service shall not be less than three thousand dollars.

2. Section 11 of the act 1 George VI, chapter 108 (charter of the city of Lachine) is replaced by the following:

1937, c. 108, s. 11, replaced.

"11. The city shall have an officer called "Director of Finance of the City".

Director of Finance.

The duties and powers of the Director of Finance shall be the following:

Duties.

1. To closely oversee the collection of the taxes and other revenues of the municipality;

2. Agir comme officier exécutif de la municipalité, chargé de surveiller et diriger, sous le contrôle du maire et du conseil, toutes les affaires de la cité et comme tel, il aura contrôle sur tous les départements et les chefs de départements devront lui faire rapport et le consulter en ce qui concerne le travail de leurs départements respectifs;

3. Exercer tous les devoirs et pouvoirs d'un gérant, tels que définis à l'article 109 de la Loi des cités et villes.

Double
emploi.

Le directeur des finances pourra aussi être nommé à la charge de trésorier de la cité et occuper ces deux charges simultanément.

Destitu-
tion.

La destitution du directeur des finances ne pourra être décrétée que conformément aux dispositions du chapitre 235 des Statuts refondus 1941.

Salaire.

Le salaire du directeur des finances ne devra pas être inférieur à cinq mille dollars."

1933,
c. 125,
a. 1, remp.

3. L'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 125, remplacé par l'article 9 de la loi 25-26 George V, chapitre 120 et par l'article 5 de la loi 1 George VI, chapitre 108 et modifié par l'article 1 de la loi 3 George VI, chapitre 109 est remplacé par le suivant:

Commer-
ces prohi-
bés dans
certain
territoire.

"1. La construction, l'occupation, l'exploitation et le maintien de manufactures, usines, (l'usine de pompage et de traitement de l'eau d'approvisionnement de l'aqueduc de la cité et une centrale d'énergie électrique exploitée par la cité exceptées), les tavernes, restaurants, cafés, salles de billards, salles de vues animées, salles de danse, garages publics, dépôts de gazoline, écuries de louage, clos de bois et charbon, imprimeries, établissements d'entrepreneurs de pompes funèbres, boutiques de forgeron, de plombiers, d'entrepreneurs en construction, de réparations de chaussures, de nettoyeurs et cireurs, de regrattiers, de rembourseurs, de barbiers, salons de coiffure, buanderies, glaciers, boulangeries, pâtisseries, épicerie, étaux de bouchers, magasins à rayons, magasins de nouveautés, de modes, d'articles de toilette, de chaussures, de marchands-tailleurs, de bric-à-brac, de marchandises diverses, de ferronneries, de meubles, d'hui-

2. To act as executive officer of the municipality, charged to supervise and direct, under the control of the mayor and council, all the business of the city and, as such, he shall have control over all the departments, and the heads of departments shall report to and consult him as regards the work of their respective departments;

3. To exercise all the duties and powers of a manager as defined in section 109 of the Cities and Towns Act.

The Director of Finance may also be appointed to the office of city treasurer and hold both such offices simultaneously.

Dual
appoint-
ment.

The removal of the Director of Finance may be ordered only under the provisions of chapter 235 of the Revised Statutes, 1941.

Removal.

The salary of the Director of Finance shall not be less than five thousand dollars."

Salary.

3. Section 1 of the act 23 George V, chapter 125, as replaced by the acts 25-26 George V, chapter 120, section 9, and 1 George VI, chapter 108, section 5, and amended by the act 3 George VI, chapter 109, section 1, is replaced by the following:

1933,
c. 125,
s. 1, re-
placed.

"1. The erection, occupation, operation and maintenance of manufactories, plants (except the plant for the pumping and treatment of the water supply for the city waterworks and an electricity power plant operated by the city), taverns, restaurants, cafés, billiard-rooms, moving-picture halls, dance halls, public garages, gasoline depots, livery stables, lumber and coal yards, printing establishments, funeral undertakers' establishments, blacksmiths' shops, plumbers' shops, building contractors' shops, shoe repairing, cleaning and shining shops, hucksters', upholsterers' and barbers' shops, hairdressing parlours, laundries, ice-houses, bakeries, pastry shops, groceries, butcher's stalls, departmental stores, shops for drygoods, millinery, toilet articles, shoes, merchant tailors, bric-à-brac, various merchandise, ironware, furniture, fuel or motor oil, liquors, drugs, candy, smokers' supplies or other shops or similar

Certain
trades
prohibited
in certain
territory.

les à chauffage ou à moteur, de liqueurs, de drogues, de bonbons, d'articles de fumeur, ou autres magasins ou établissements d'affaires similaires, sont prohibés dans les territoires ci-après décrits sans préjudice, toutefois, des droits acquis et pourvu que, dans ce dernier cas, toute industrie, tout commerce ou négoce déjà établi conserve sa destination ou son caractère actuel.

places of business, are prohibited in the territories hereinafter described, without prejudice, however, to acquired rights and provided that, in the latter case, any already established industry, trade or business shall retain its present destination or nature.

Description
du territoire.

a) Dans cette partie du territoire de la cité, bornée au sud et à l'ouest par les limites sud et ouest de la cité, au nord, par les lots 1037 et 810 des plan et livre de renvoi de la paroisse de Lachine, voie du chemin de fer Canadien National et, à l'est par la ligne de division des lots originaires nos 184 et 197 du cadastre de la ville de Lachine à partir du lot 810 des plan et livre de renvoi de la paroisse de Lachine et par son prolongement en ligne droite jusqu'aux limites sud du territoire de la cité, excepté sur la 45^{ème} avenue, sur la rue René-Huguet entre la 45^{ème} avenue et la 48^{ème} avenue, et sur la rue Notre-Dame, entre la 32^{ème} avenue et la 34^{ème} avenue où la construction, l'occupation, l'exploitation et le maintien de magasins servant à certains commerces désignés comme magasins de première classe par les règlements de la cité seront permis.

a. In that portion of the territory of the city bounded on the south and west by the southern and western boundaries of the city, on the north, by lots 1037 and 810 of the plan and book of reference for the parish of Lachine, the Canadian National Railway line and, on the east, by the line of division of the original lots Nos. 184 and 197 of the cadastre of the town of Lachine, starting from lot 810 of the plan and book of reference of the parish of Lachine, and by its extension in a straight line to the southern boundaries of the territory of the city, except on 45th Avenue, on René-Huguet street between 45th Avenue and 48th Avenue, and on Notre Dame street, between 32nd Avenue and 34th Avenue, where the construction, occupation, operation and maintenance of stores used for certain businesses, designated as first-class stores by the by-laws of the city, shall be permitted.

Description
du territoire.

b) Dans cette autre partie du territoire de la cité, bornée vers le nord par une ligne partant du côté est de la vingt-et-unième-avenue, à un point situé à cent pieds au nord de la rue Saint-Joseph, se dirigeant vers l'est (jusqu'aux limites ouest du lot No 743 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine), en passant à cent pieds au nord de ladite rue Saint-Joseph; bornée vers l'est par la même ligne tournant vers le sud, (suivant la limite ouest dudit lot No 743) traversant la rue Saint-Joseph et se prolongeant jusqu'au milieu du plus ancien et petit canal Lachine, en suivant la ligne ouest du lot No 1 de la subdivision officielle du lot No 672 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine et son prolongement vers le sud; bornée vers le sud et le sud-ouest par la même ligne se dirigeant vers l'ouest en suivant le centre dudit canal Lachine jusqu'à son embouchure; de là, contour-

b. In that other portion of the territory of the city bounded to the north by a line starting from the east side of Twenty-first Avenue, at a point situated one hundred feet north of St. Joseph street, in an easterly direction as far as the western boundaries of lot No. 743 of the plan and book of reference for the town of Lachine passing one hundred feet north of said St. Joseph street; bounded to the east by the same line turning southerly, following the western boundary of the said lot No. 743, crossing St. Joseph street and extending as far as the middle of the oldest and smallest Lachine canal, following the western line of lot No. 1 of the official subdivision of lot No. 672 of the plan and book of reference of the town of Lachine and its extension southerly; bounded to the south and southwest by the same line in a westerly direction following the centre of the said Lachine

nant le lot No 805 desdits plan et livre de renvoi, et se prolongeant jusqu'à l'angle sud-ouest du lot No 256 desdits plan et livre de renvoi; bornée vers l'ouest par ladite ligne, suivant la limite sud du lot No 256 et les limites sud et est du lot originaire No 257 desdits plan et livre de renvoi jusqu'à la rue Saint-Joseph, et de là, se prolongeant en ligne droite jusqu'au point de départ sur le côté est de la vingt-et-unième avenue.

Descrip-
tion du
territoire.

c) Cette autre partie du territoire de la cité en bordure du parc LaSalle jusqu'à une distance de cent pieds du côté ouest dudit parc, de cent pieds au nord de la rue Saint-Antoine du côté nord dudit parc et de cent pieds à l'est du côté est dudit parc."

1915,
c. 96, a. 9,
remp.

4. L'article 9 de la loi 5 George V, chapitre 96, remplacé par l'article 8 de la loi 6 George VI, chapitre 80 est, de nouveau, remplacé par le suivant:

Vente à
l'enchère.

"9. Les immeubles appartenant à la cité sur lesquels sont érigés des constructions et dont elle voudra disposer seront vendus à l'enchère, par le greffier de la cité, après avis public affiché à l'hôtel de ville et sur l'immeuble offert en vente, et publié dans un journal français et dans un journal anglais du district de Montréal."

1919,
c. 99,
a. 15,
remp.

5. L'article 15 de la loi 9 George V, chapitre 99 (charte de la cité de Lachine) est remplacé par le suivant:

Évalua-
tion limi-
tée.

"15. Toute terre en culture ou affermée ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois, dans les limites de la municipalité telle que constituée avant la passation de la loi 2 George V, chapitre 61, et ayant une superficie d'au moins dix arpents, ne devra pas être évaluée à plus de cinq cents dollars l'arpent, cette évaluation comprenant les maisons, granges, écuries et autres bâtisses servant à l'exploitation de la terre.

Lots à
bâtir.

Dès qu'une partie de telle terre en aura été détachée comme lots à bâtir et cessera

canal as far as its mouth; thence, going around lot No. 805 of the said plan and book of reference and extending as far as the southwestern corner of lot No. 256 of the said plan and book of reference; bounded to the west by the said line, following the southern boundary of lot No. 256 and the southern and eastern boundaries of the original lot No. 257 of the said plan and book of reference as far as St. Joseph street, and thence extending in a straight line to the starting point on the eastern side of Twenty-first Avenue.

c. That other portion of the territory of the city bordering on LaSalle Park to a distance of one hundred feet from the western side of the said park, of one hundred feet north of St. Antoine street on the north side of the said park and of one hundred feet to the east of the east side of the said park."

4. Section 9 of the act 5 George V, chapter 96, as replaced by the act 6 George VI, chapter 80, section 8, is again replaced by the following:

"9. The immoveables belonging to the city on which buildings are erected, and which it may wish to dispose of, shall be sold by public auction by the city clerk, after public notice thereof shall have been posted up at the city hall, and on the property offered for sale, and published in a French and an English newspaper of the district of Montreal."

5. Section 15 of the act 9 George V, chapter 99 (charter of the city of Lachine) is replaced by the following:

"15. No land under cultivation or leased for that purpose or in use as pasture for animals, nor uncleared land nor wooded land within the boundaries of the municipality as constituted before the passing of the act 2 George V, chapter 61, and having an area of at least ten arpents, shall be valued at more than five hundred dollars per arpent, such valuation to include houses, barns, stables, and any other buildings incidental to the use made of such land.

As soon as any part of such land is detached therefrom as building lots, and

de servir aux fins ci-dessus mentionnées, la présente limitation d'évaluation ne s'appliquera plus à cette partie détachée."

ceases to be used for the above mentioned purposes, the above limitation of valuation shall no longer apply to such detached part."

1937,
c. 108,
a. 14,
remp.

6. L'article 14 de la loi 1 George VI, chapitre 108, (charte de la cité de Lachine), est remplacé par le suivant:

6. Section 14 of the act 1 George VI, chapter 108 (charter of the city of Lachine), is replaced by the following:

1937,
c. 108,
s. 14, re-
placed.

Exercice
financier,
etc.

"**14.** L'exercice financier de la cité commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année et les taxes et contributions foncières annuelles, y compris toutes taxes scolaires que la cité est tenue de percevoir, sont censées être imposées, prélevées et dues pour le même exercice, et à cette fin, la cité est autorisée à faire un rôle spécial de perception desdites taxes scolaires pour la période courant du premier juillet au 31 décembre 1945, aux taux établis par la loi ou l'autorité compétente relativement auxdites taxes scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1945, et à fixer, par règlement, la date de l'exigibilité desdites taxes."

"**14.** The fiscal year of the city shall commence on the 1st of January and end on the 31st of December in each year, and the taxes and annual real estate contributions, including all school taxes that the city is obliged to collect, shall be deemed to be imposed, levied and due for the same term, and, for such purpose, the city is authorized to make a special collection roll of the said taxes for the current period from the 1st of July to the 31st of December, 1945, at the rate established by law or by the competent authority respecting the said school taxes for the year ending on the 30th of June, 1945, and to fix by by-law the due date of such taxes."

Fiscal
year, etc.

1940,
c. 85, a. 1,
ab. S.R.,
c. 233,
a. 520, § 3,
applica-
ble.

7. L'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 85 (charte de la cité de Lachine) est abrogé, et le paragraphe 3 de l'article 520 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233) s'applique à la cité de Lachine.

7. Section 1 of the act 4 George VI, chapter 85 (charter of the city of Lachine) is repealed, and subsection 3 of section 520 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) shall apply to the city of Lachine.

1940,
c. 85, s. 1,
repealed;
R.S.,
c. 233,
s. 520,
subs. 3, to
apply.

Travaux
autorisés.

8. Sur requête signée par les propriétaires représentant au moins les deux tiers des terrains longeant une rue ou une ruelle ou une partie de rue ou de ruelle, et approuvée par la Commission métropolitaine de Montréal et par le ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à faire, sur sa propriété, tous les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

8. Upon petition signed by the proprietors representing at least two-thirds of the land bordering on a street or lane, or part of a street or lane, and approved by the Montreal Metropolitan Commission and by the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to do, on its property, all permanent works, such as paving, sidewalks, sewers, aqueducts, and their connections and other so-called permanent works, and to borrow, as may be necessary, the amounts for such purposes.

Works
author-
ized.

Lots an-
gulaires.

Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

In calculating the two-thirds of the bordering property as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

Corner
lots.

Coût.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en

The cost of these works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disburse-

Cost.

ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale, sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la cité et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), et à cette fin, la cité est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux.

Termes
d'em-
prunts.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt, et l'intérêt ne doit pas excéder cinq pour cent par année.

Règle-
ments et
approba-
tion.

Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la cité, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par la Commission métropolitaine de Montréal et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Mode.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations (debentures) ou d'actions enregistrées, émises conformément aux dispositions de la charte de la cité, ou, à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

Contenu
du règle-
ment.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la cité, sans qu'il n'ait obtenu de l'ingénieur de la cité une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

Déclara-
tion.

Amortis-
sement.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu de cette section, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou les actions enregistrées, émises pour le paiement de ces travaux, et au rachat de ces obligations et de ces actions enregistrées, à leur échéance, et ces intérêts et

ments incurred in such case, in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage of their properties, in conformity with the by-laws of the city and under the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233); and for this purpose, the city is authorized to borrow all the necessary money to pay for these works.

The terms of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made; and the interest shall not exceed five per cent per annum.

Terms of
loans.

These loans shall be ordered by by-laws of the city council but without being submitted to the ratepayers for approval, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but they must be approved by the Montreal Metropolitan Commission and by the Lieutenant-Governor in Council.

By-laws
and ap-
proval.

They shall be made by means of an issue of debentures or registered stock issued in accordance with the provisions of the city charter, or, in default of provision on the subject in the charter, in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act.

Debentures, etc.

Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the city council without having obtained from the city engineer a written declaration on his oath of office, attesting to the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.

Contents
of by-law

Declara-
tion.

The special assessment, collected from the interested proprietors for the permanent works made under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the debentures or registered stock issued for the payment of these works, and to redeem such debentures and registered stock at maturity, which said interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge

Sinking-
fund.

fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la cité.

Em-
prunts
tempo-
raires.

La cité est autorisée à emprunter d'une banque ou de la Commission métropolitaine de Montréal, les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque ou à la commission, avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

Délai.

Ces emprunts et la négociation de ces bons ou obligations doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux.

S.R.,
c. 233,
a. 68a, aj.

9. La Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233,) est modifiée, pour la cité de Lachine, en ajoutant après l'article 68, l'article suivant:

Commis-
sion spor-
tive.

"68a. Le conseil peut, par règlement, constituer une commission sportive composée du maire, d'un échevin, du directeur des finances et de quatre autres citoyens ayant les qualités requises pour en faire partie, à laquelle il peut attribuer tous les pouvoirs, privilèges et autorité qu'il juge à propos pour la surveillance et l'administration de l'arène, du stade, des parcs, des terrains réservés aux jeux organisés et des locaux appartenant à la cité et servant à des spectacles ou à des fins sportives, d'exhibitions, d'assemblées publiques ou de concerts. Les membres de cette commission sont nommés chaque année par le conseil à la première séance régulière qui suivra l'élection annuelle des membres du conseil. Le conseil peut remplacer, quand bon lui semble, tout membre de cette commission autre que le maire et le directeur des finances. Les services des membres de la commission sont gratuits.

Rapports.

Cette commission rend compte de ses travaux et de ses décisions au moyen de rapports signés par son président ou par la majorité des membres qui la composent.

Ratifica-
tion.

Nul rapport n'a d'effet s'il n'est ratifié ou adopté par le conseil."

1909,
c. 86,
a. 19,
remp.

10. L'article 19 de la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 (charte de la cité de Lachine) est remplacé par le suivant:

against the general funds of the city.

The city is authorized to borrow from the bank or from the Montreal Metropolitan Commission the necessary money for the execution of these works. Such loan shall be reimbursed to the bank or to the commission with the proceeds of the sale of the said debentures or registered stock.

Interim
financing.

These loans and the negotiation of these bonds or debentures shall be made within the year following the completion of the works.

Delay.

9. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the city of Lachine, by adding, after section 68 thereof, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 68a,
added,

"68a. The council may, by by-law, constitute a sports committee composed of the mayor, one alderman, the director of finance and four other citizens qualified to be members thereof, and may grant it such powers, privileges and authority as it deems necessary for the supervision and administration of the arena, stadium, parks, grounds reserved for organized games and premises belonging to the city and utilized for performances or sports, exhibitions, public meetings or concerts. The members of such committee shall be appointed each year by the council at the first regular meeting following the annual election of the members of the council. The council may replace, at pleasure, any member of such committee other than the mayor and the director of finance. The members of the committee shall serve gratuitously.

Sports
commit-
tee.

Such committee shall render an account of its work and decisions by reports signed by its chairman or by the majority of its members.

AC-Reports.

No report shall have any effect unless ratified or adopted by the council."

Ratifica-
tion.

10. Section 19 of the act 9 Edward VII, chapter 86 (charter of the city of Lachine) is replaced by the following:

1909,
c. 86,
s. 19,
replaced.

S.R., c.
233, a.
135, remp.
pour la
cité.
Listes
électorales.

"19. L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"135. Avant le premier février de chaque année, il est fait, de la manière ci-après indiquée, par le greffier, ou sous sa direction, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et posédant le cens électoral requis."

1909,
c. 86,
a. 21,
remp.

11. L'article 21 de la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 (charte de la cité de Lachine) est remplacé par le suivant:

S.R., c.
233, a.
143, remp.
pour la
cité.
Greffier
spécial.

"21. L'article 143 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"143. Si, le troisième jour du mois de février, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs ou n'a pas donné ou publié l'avis requis par l'article 139, le juge de la Cour supérieure pour le district, ou, dans le cas où celui-ci est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge d'un district voisin, ou la Cour de magistrat doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste alphabétique des électeurs."

1909,
c. 86,
a. 22,
ab. S.R.,
c. 233,
a. 155,
applicable.

12. L'article 22 de la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 (charte de la cité de Lachine) est abrogé, et l'article 155 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) s'applique à la cité de Lachine.

S.R., c.
233, a.
247, remp.
pour la
cité.
Recomptage.

13. L'article 247 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Lachine, par le suivant:

"247. S'il y a égalité de votes pour la même charge de maire ou d'échevin, l'officier-rapporteur s'adressera, par requête, à un juge de la Cour supérieure à Montréal, dans les quatre jours suivant celui de l'élection, pour demander le recomptage des suffrages. Après ce recomptage, s'il y a encore égalité des votes, l'officier-rap-

"19. Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"135. Prior to the first day of February of each year, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered upon the electors' list."

11. Section 21 of the act 9 Edward VII, chapter 86 (charter of the city of Lachine) is replaced by the following:

"21. Section 143 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"143. If the clerk has not made the alphabetical list of electors, or has not given or published the notice required by section 139, by the third day of the month of February, the judge of the Superior Court for the district, or, in the event of the absence of such judge, or of his inability to act, a judge of a neighbouring district, or the Magistrate's Court, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare the alphabetical list of electors."

12. Section 22 of the act 9 Edward VII, chapter 86 (charter of the city of Lachine) is repealed and section 155 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) shall apply to the city of Lachine.

13. Section 247 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Lachine, by the following:

"247. If there is an equal number of votes for the same office of mayor or alderman, the returning-officer shall apply, by petition, to a judge of the Superior Court at Montreal, within the four days following such election, asking for a recount of the votes. After such recount, if there is still an equal number of votes,

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for city.
Electors'
list.

1909,
c. 86,
s. 21,
replaced.

R.S.,
c. 233,
s. 143, re-
placed for
city.
Special
clerk.

1909,
c. 86,
s. 22,
repealed;
R.S.,
c. 233,
s. 155, to
apply.

R.S., c.
233, s.
247, re-
placed
for city.
Recount,
etc.

porteur décidera immédiatement, par une déclaration écrite, lequel, parmi ceux qui ont le même nombre de votes, sera considéré élu à ladite charge.

Frais. Les frais de recomptage seront à la charge de la cité et le trésorier de la cité est autorisé à se conformer aux prescriptions édictées par l'article 253 de la présente loi."

1909,
c. 86,
a. 33,
remp.

14. L'article 33 de la loi 9 Édouard VII chapitre 86 (charte de la cité de Lachine) est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am.
pour la
cité.
Construc-
tions, etc.

"33. Les paragraphes 1° et 13° de l'article 426 de la Loi des cités et villes sont remplacés, pour la cité, par les suivants:

"1° Pour empêcher la construction ou le maintien de bâtiments, murs, souches de cheminée, cheminées ou autres construction n'ayant pas la solidité voulue et pour pourvoir à leur démolition ou destruction sommaire; pour prescrire la profondeur à donner aux caves et aux sous-sols, le mode à suivre et les matériaux à employer dans la construction des fondations et des murs de fondation, la manière de construire les drains et tuyaux d'égout, ainsi que les endroits où ils devront être placés, l'épaisseur à donner aux murs mitoyens, murs de séparation et extérieurs ainsi que le mode à suivre et les matériaux à employer dans leur construction dans toute la cité ou dans une partie quelconque de la cité, les dimensions que devront avoir les poutres de planchers, longrines, piliers, colonnes, toits, tuyaux de cheminée et appareils de chauffage et les matériaux dont ils doivent être composés; pour forcer le propriétaire à en soumettre le plan à, et à obtenir préalablement un permis de construire par écrit de l'inspecteur des bâtiments ou de tout autre officier; pour prescrire la manière dont ce permis devra être demandé et fixer les taux qui devront être payés à la cité sur l'octroi de ce permis; pour empêcher la construction de bâtiments et constructions non conformes à ces règlements et pour faire suspendre la construction de tous bâtiments non conformes aux dits règlements et pour en ordonner la démolition si c'est nécessaire;"

the returning-officer shall at once decide, by a written declaration, which one of those having the same number of votes shall be deemed elected to the said office.

The costs of the recount shall be paid by the city and the city treasurer is authorized to comply with the provisions enacted by section 253 of this act."

14. Section 33 of the act 9 Edward VII, chapter 86 (charter of the city of Lachine) is replaced by the following:

"33. Paragraphs 1 and 13 of section 426 of the Cities and Towns Act, are replaced, for the city, by the following:

"1. To prevent the construction or maintenance of buildings, walls, stacks, chimneys or other structures as are not of the required stability, and provide for their summary abatement or destruction; to prescribe the depth of cellars and basements, the material and methods of construction of foundations and foundation walls, the manner of construction and location of drains and sewer pipes, the thickness, materials and construction of party walls, partition and outside walls, throughout the city or in any part thereof, the size and materials of floor beams, girders, piers, columns, roofs, chimney flues and heating apparatus; to compel the proprietors to submit the plans thereof to, and previously obtain a building permit in writing from the building inspector or any other officer; to prescribe the manner in which such permit shall be applied for and the dues to be paid to the city for the granting of such permit; to prohibit the construction of buildings and structures not conforming to such by-laws, and to direct the suspension at any time of the erection of any such building as does not conform to such regulations, and to cause the demolition thereof if necessary;"

Costs.

1909,
c. 86,
s. 33,
replaced.

R.S., c.
233, s.
426, pars.
1 and 13,
replaced
for city.
Building
restric-
tions.

Chiens.

"13° Pour astreindre à des règlements ceux qui gardent des chiens et les obliger à obtenir de la cité une licence pour chaque chien; pour les obliger de mettre au cou de chaque chien un collier, auquel sera attaché un jeton d'identité fourni par la cité; pour faire museler les chiens; pour les empêcher d'errer et pour autoriser la destruction d'une manière sommaire ou la vente, au profit de la cité, des chiens errants et de ceux qui ne portent pas au cou ledit jeton d'identité;"

"13. To compel persons having dogs to conform to the by-laws and to obtain a license from the city for every dog; to compel them to put on every dog's neck a collar to which shall be attached an identification tag furnished by the city; to have dogs muzzled; to prevent them from running at large and authorize the summary destruction or sale for the benefit of the city of stray dogs and dogs not having the said identification tag on their necks;"

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la cité.

15. La Loi des cités et villes, (Statuts refondus, 1941, chapitre 233,) est modifiée, pour la cité de Lachine, en ajoutant après le paragraphe 1° de l'article 426, le paragraphe suivant:

15. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), is amended, for the city of Lachine, by adding, after paragraph 1 of section 426 thereof, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
par. 1a,
added
for city.

Zonage.

"1°a. Pour diviser la municipalité en arrondissements ou zones dont le nombre, la forme et la superficie paraîtront convenables et quant à chacun de ces districts ou zones, prescrire l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement et la destination des constructions à être érigées, la superficie des lots, la proportion qui pourra être occupée par les constructions et l'espace qui devra être laissée entre elles; pour défendre la construction de certaines classes de bâtiments ou de tous bâtiments à moins d'une distance déterminée de la ligne de la rue dans toutes les rues ou certaines rues de la cité; pour réglementer la hauteur de toute construction, pour déterminer différentes classes d'établissements industriels et commerciaux et les endroits, arrondissements ou zones où devront se trouver, dans la municipalité, les établissements industriels et commerciaux ou les différentes classes d'établissements industriels ou commerciaux ou les autres immeubles destinés à des fins spéciales; pour empêcher ou suspendre l'érection de constructions non conformes à ces règlements et ordonner, au besoin, la démolition de toute construction érigée en contravention à ces règlements, après leur entrée en vigueur.

"1a. To divide the municipality into districts or zones of such number, shape and area as it may deem suitable, and with respect to each of such districts or zones, prescribe the architecture, dimensions, symmetry, alignment and destination of the structures to be erected, the area of lots, the proportion which may be occupied by structures and the space to be left between them; to prohibit the construction of certain classes of buildings or of any buildings at less than a fixed distance from the street line in all streets or in certain streets of the city; to regulate the height of any structure, to define various classes of industrial and commercial establishments and the places, districts or zones in the municipality, where industrial and commercial establishments or the various classes of industrial or commercial establishments or other immovables destined for special purposes shall be located; to prohibit or suspend the erection of structures which do not conform to such by-laws, and, if need be, order the demolition of any structure erected in contravention of such by-laws after they have come into force.

Zoning.

Modifica-
tion au
règle-
ment.

Tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe ne peut être modifiée ou abrogé que par un autre règlement approuvé par le vote pris au scrutin secret de la majorité en nombre et en valeur des électeurs propriétaires d'immeubles situés

Any by-law adopted under this paragraph can only be amended or repealed by another by-law approved by the vote, by secret ballot, of the majority in number and in value of the electors who are owners of immovables situated in each

Amend-
ment of
by-law.

dans chaque arrondissement ou zone auquel s'applique la modification ou l'abrogation proposée;”.

district or zone to which the proposed amendment or repeal applies;”.

1930-31, c. 126, a. 4, remp.
16. L'article 4 de la loi 21 George V, chapitre 126, remplacé par l'article 7 de la loi 6 George VI, chapitre 80, est de nouveau remplacé par le suivant:

1930-31, c. 126, s. 4, replaced.
16. Section 4 of the act 21 George V, chapter 126, as replaced by the act 6 George VI, chapter 80, section 7, is again replaced by the following:

S.R., c. 233, a. 427, am. pour la cité.
Drains privés.
“**4.** Le paragraphe 26° de l'article 427 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

R.S., c. 233, s. 427, par. 26, replaced for city.
Private drains.
“**4.** Paragraph 26 of section 427 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

“26° Pour ordonner que les drains privés s'étendant sur les propriétés privées, la rue et les trottoirs seront construits et tenus en bon ordre par les propriétaires; pour fixer l'époque où ils peuvent être faits; pour prescrire la manière de les construire et les matériaux à employer pour leur construction; pour exiger un permis de tout propriétaire qui désire construire un drain privé en raccordement avec un égout existant ainsi qu'un dépôt suffisant, dans ce cas, pour permettre à la cité de remettre les trottoirs et la chaussée de la rue dans le même état qu'ils étaient auparavant et les réparations que la cité fera elle-même seront alors payées à même ce dépôt et tout montant dépensé pour telles réparations excédant le montant dudit dépôt pourra être réclamé de tel propriétaire ou toute balance dudit dépôt non dépensée devra lui être remise.

“26. To order that private drains on private property, streets and sidewalks shall be constructed and kept in good order by the owners; to determine the time when they may be made; to prescribe the manner in which they shall be constructed and the materials to be used in their construction; to require a permit from every owner wishing to construct a private drain to connect with an existing sewer as well as a sufficient deposit, in such case, to enable the city to restore the sidewalks and the roadway of the street to their former condition and the repairs, which the city shall make itself, shall then be paid out of such deposit and any amount expended for such repairs exceeding the amount of the said deposit may be claimed from such owner and any unexpended balance of the said deposit shall be returned to him.

Soupapes. Pour obliger tout propriétaire d'immeubles à y installer une soupape ou autre dispositif de sûreté afin d'empêcher tout refoulement des eaux d'égout. La municipalité n'est pas responsable de dommages provenant d'inondations occasionnées par le défaut d'installation de soupapes ou autres dispositifs de sûreté selon un règlement fait en vertu du présent paragraphe;”.

To oblige every owner of an immovable to instal a check-valve or other safety device therein in order to prevent any back-flow of sewage. The municipality shall not be liable for damages from flooding occasioned through failure to instal check-valves or other safety devices pursuant to a by-law made under this paragraph;”.

S.R., c. 233, a. 429a, aj. pour la cité.
17. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la cité de Lachine, en ajoutant après l'article 429, l'article suivant:

R.S., c. 233, s. 429a, added for city.
17. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), is amended, for the city of Lachine, by adding after section 429 thereof, the following section:

Circulation.
“**429a.** Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où

Traffic offences.
“**429a.** In case of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, on the very spot where such infraction

ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en apporter l'original au département de la circulation de la cité.

Amende. Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle, en se présentant au département de la circulation de la cité, et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le caissier du département en question, libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Plainte. Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, le greffier de la Cour du recorder peut porter contre elle, une plainte conformément à la loi.

Perceptions légales. Les sommes déjà perçues comme amendes par la cité, suivant ce mode de perception des amendes, sont déclarées avoir été légalement perçues et la cité est autorisée à les retenir."

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am. pour
la cité.

Circulation
lourde,
etc.

18. Le paragraphe 28° de l'article 429 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Lachine, par le suivant:

"28° Pour réglementer et prescrire la largeur des bandes des roues des voitures employées dans la municipalité et le maximum de poids de toute charge transportée dans les rues, et pour prescrire sur quelles rues les voitures lourdement chargées pourront circuler, et de quelles rues, allées et places publiques elles seront exclues, et pour émettre des licences pour les voitures de tout genre, y compris les bicycles;"

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am. pour
la cité.
Arbres.

19. Le paragraphe 32° de l'article 429 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Lachine, par le suivant:

"32° Pour réglementer la plantation, la culture et la conservation des arbres d'ornement dans les rues, squares et parcs de la municipalité; pour forcer tout propriétaire à planter des arbres en face de sa propriété sous la direction d'un officier

has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the city traffic department.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the city traffic department and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the cashier of the department in question shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the clerk of the Recorder's Court may lodge against him a complaint in accordance with the law.

The sums already collected as fine by the city according to this mode of collection of fines are declared to have been legally collected and the city is authorized to retain the same."

18. Paragraph 28 of section 429 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the city of Lachine, by the following:

"28. To regulate and prescribe the width of tires on the wheels of the vehicles used in the municipality, and the maximum weight of a load to be drawn over any street, and to direct upon what streets heavily laden vehicles may be drawn, and from what streets, alleys and public places the same shall be excluded, and to license vehicles of every description, including bicycles;"

19. Paragraph 32 of section 429 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the city of Lachine, by the following:

"32. To regulate the planting, rearing and preserving of ornamental trees in the streets, squares and parks of the municipality; to compel proprietors to plant trees in front of their property, under the direction of an officer of the municipi-

R.S.,
c. 233,
s. 429,
par. 32,
replaced
for city.
Trees.

de la municipalité; pour défendre la plantation de peupliers et de saules à toute distance des trottoirs, chaussées, tuyaux d'aqueduc ou d'égout dans la municipalité; et pour autoriser cet officier à faire faire cette plantation ou à faire enlever tout peuplier ou tout saule situé dans un endroit où ces arbres sont prohibés dans la municipalité et à en exiger le coût du propriétaire si celui-ci refuse ou néglige de se conformer à son ordre;”.

pality; to prohibit the planting of poplars or willows at any distance from sidewalks, roadways or water or sewer pipes in the municipality; to authorize such officer to cause such planting to be made or to cause to be removed any poplar or willow situated in a place where such trees are prohibited in the municipality and to exact the cost thereof from such proprietors, in case the latter shall refuse or neglect to comply with the order of such officer;”.

S.R.,
c. 233,
a. 473,
am. pour
la cité.

20. Le paragraphe 8° de l'article 473 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Lachine, par les suivants:

Fonds de
pensions.

“8° Pour pourvoir à un fonds de pension pour ses officiers ou employés permanents et à cette fin, s'il y a lieu, passer tout contrat ou conventions avec une ou des compagnies d'assurance-vie ou toute autre compagnie ou institution émettant des rentes viagères; pour aider à l'établissement et au maintien dudit fonds en accordant des subventions; pour déterminer l'âge maximum que devront avoir les officiers et employés permanents pour être admis dans ledit fonds de pension et pour retenir alors sur leur salaire leur part contributive audit fonds de pension, pourvu que ladite part n'excède pas cinq pour cent de leur salaire.

Approba-
tion.

Tout règlement adopté sous l'autorité du présent paragraphe 8 n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par la Commission métropolitaine de Montréal et le surintendant des assurances; il ne pourra être abrogé ou modifié qu'avec les mêmes approbations;

Pension à
certains
officiers,
etc.

8°a. Pour accorder à tout officier ou employé permanent, qui aura été au service de la cité pendant au moins vingt-cinq ans et qui aura atteint l'âge de soixante-cinq ans, une pension à être prise à même les fonds généraux de la cité, mais ne devant pas dépasser vingt-cinq pour cent du salaire annuel moyen effectivement gagné pendant ses dix dernières années de service, lorsque le conseil jugera que tel officier ou employé permanent est devenu incapable de remplir ses fonctions ou de remplir toute autre fonction pour la cité; le conseil de la cité

20. Paragraph 8 of section 473 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the city of Lachine, by the following paragraphs:

R.S.,
c. 233,
s. 473,
par. 8, re-
placed for
city.

“8°. To provide for a pension-fund for its permanent officers and employees; and for such purpose, if there be occasion, to make any contract or agreement with one or more life insurance companies or any other company or institution issuing life-rents; to aid in the establishment and maintenance of the said fund by granting subsidies; to determine the maximum age which permanent officers and employees must have reached to participate in the said pension-fund, and then to retain their contributions to the said pension-fund from their salaries, provided that such contributions shall not exceed five per cent of their salaries.

Pension-
fund.

Any by-law adopted under the authority of this paragraph 8 shall not come into force until after having been approved by the Montreal Metropolitan Commission and the Superintendent of Insurance; it can be repealed or amended only with the same approval;

Approval
of by-law.

8a. To grant to any permanent officer or employee who shall have been at least twenty-five years in the service of the city, and who shall have attained the age of sixty-five years, a pension to be paid out of the general funds of the city, but not to exceed twenty-five per cent of the average annual salary actually earned during his last ten years of service, when the council is of opinion that such permanent officer or employee has become unable to perform his duties or to perform any other duty for the city; the council of the city shall have the right to grant

Pensions
for certain
officers,
etc.

aura le droit d'accorder ces pensions avant la passation d'un règlement pourvoyant au fonds de pension prévu au paragraphe précédent à tout employé qui rencontrera les exigences ci-dessus mentionnées et après la passation d'un tel règlement, qu'aux employés ou officiers qui rencontreront les exigences ci-dessus mentionnées et qui auront été refusés dans ledit fonds de pension à cause de la limite d'âge stipulée dans le règlement le constituant;".

such pensions before the passing of a by-law providing for the pension-fund contemplated in the preceding paragraph to any employee who shall meet the above-mentioned requirements and, after the passing of such by-law, only to those employees or officers who meet the above-mentioned requirements and who have been denied participation in the said pension-fund on account of the age limit provided in the by-law instituting the same;".

1919,
c. 99, a. 6,
rempl.

21. L'article 6 de la loi 9 George V, chapitre 99, remplacé par l'article 2 de la loi 1 George VI, chapitre 108, est de nouveau remplacé par le suivant :

21. Section 6 of the act 9 George V, chapter 99, as replaced by the act 1 George VI, chapter 108, section 2, is again replaced by the following :

S.R., c.
233, a.
527, rempl.
pour la
cité.
Permis.

"6. L'article 527 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant :

"6. Section 527 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following :

"527. Toute taxe spéciale, imposée en vertu des articles 525, 525a et 526 peut, à la discrétion du conseil, être imposée et prélevée sous forme de permis et alors cette taxe est payable annuellement aux dates et conditions et avec les restrictions que le conseil détermine.

"527. Every special tax imposed under sections 525, 525a and 526 may, in the discretion of the council, be imposed and levied in the form of a license; and thereupon such tax shall be payable annually, at such time and under such conditions and restrictions as the council may determine.

R.S.,
c. 233,
s. 527,
replaced
for city.
License.

Poursuite.

Quoique le règlement du conseil ordonnant l'imposition et le prélèvement de certains droits ou taxes sous forme de permis, décrète une amende ou un emprisonnement, ou les deux, à défaut du paiement desdits droits ou taxes, le conseil peut, à son choix, au lieu de réclamer l'amende ou l'emprisonnement, poursuivre en justice le recouvrement desdits droits ou taxes, qu'un permis soit émis ou non et que le nom de la personne sujette aux droits ou taxes soit porté ou non aux rôles d'évaluation ou de perception."

Notwithstanding that the by-law of the council ordering the imposition and levying of certain duties or taxes in the form of a license enacts a fine or imprisonment, or both, upon failure to pay the said duties or taxes, the council may, in its discretion, in lieu of claiming such fine or imprisonment, take suit before the courts for the recovery of the said duties or taxes, whether a license be issued or not and whether the name of the person liable for the duties or taxes be entered or not in the valuation or collection rolls."

S.R., c.
233, a.
535, rempl.
pour la
cité.
Percep-
tion des
taxes.

22. L'article 535 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Lachine, par le suivant :

22. Section 535 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the city of Lachine, by the following :

"535. Les taxes municipales imposées sur un immeuble peuvent être réclamées aussi bien de l'occupant ou autre possesseur de cet immeuble que du propriétaire, de même que de tout acquéreur subséquent de cet immeuble. Il n'est pas nécessaire que tel occupant, possesseur

"535. Municipal taxes, imposed on any immovable, may be collected from the occupant or other possessor of such immovable as well as from the owner thereof, or from any subsequent acquirer of such immovable. It shall not be necessary for such occupant, possessor

R.S.,
c. 233,
s. 535,
replaced
for city.
Collection
of taxes.

ou acquéreur soit inscrit sur le rôle d'évaluation.

Sociétés.

Dans le cas d'une taxe imposée sur une société à raison des affaires de cette société, la taxe peut être réclamée et recouvrée en entier de tout membre de cette société."

or acquirer to be entered on the valuation roll.

In the case of any tax imposed on any firm or partnership, in respect of the business of such firm or partnership, such tax may be claimed and recovered in full from any member thereof."

Members
of firm,
etc.

Échange
autorisé.

23. Nonobstant l'acte de vente passé devant Me J. A. Meunier, notaire, le 30 novembre 1914 entre James Armstrong *et al* et la cité de Lachine, enregistré au bureau d'enregistrement des comtés Hochelaga et Jacques-Cartier sous le no: 290895, la cité est autorisée à échanger une partie de ruelle étant partie du lot 1017 de la subdivision officielle du lot no. 753 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine mesurant, ladite partie, quatorze pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, bornée à l'ouest par la 7ième avenue, au sud par les lots 993 et 994 et partie 995 dudit lot no. 753 et au nord par le lot 1043, de la subdivision dudit lot no. 753 et à l'est par le résidu de ladite ruelle portant le no. 1017 de la subdivision officielle dudit lot no. 753 pour une partie du lot 1044 de la subdivision officielle du lot no. 753, mesurant ladite partie quatorze pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, bornée comme suit: à l'ouest, par la 7ième avenue, au nord, par le lot 1045 de la subdivision officielle dudit lot no. 753, à l'est, par une ruelle portant le no. 1091 dudit lot no. 753 et au sud par le résidu dudit lot 1044 de la subdivision du lot no. 753 afin de déplacer ladite ruelle et de la transporter de la partie du susdit lot 1017 de la subdivision du lot no. 753 ci-dessus décrite sur la partie du lot 1044 de la subdivision dudit lot no. 753 ci-dessus décrite.

23. Notwithstanding the deed of sale entered into before J. A. Meunier, notary, on the 30th of November, 1914, between James Armstrong *et al*. and the city of Lachine and registered in the registration office of the counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 290895, the city is authorized to exchange a part of a lane forming part of lot 1017 of the official subdivision of lot No. 753 of the official plan and book of reference of the town of Lachine, the said part measuring fourteen feet wide by seventy-five feet deep and bounded on the west by 7th Avenue, on the south by the lots 993 and 994 and part 995 of the said lot No. 753 and on the north by subdivision lot 1043 of the said lot No. 753 and on the east by the remainder of the said lane bearing the No. 1017 of the official subdivision of the said lot No. 753, for a portion of lot 1044 of the official subdivision of lot No. 753, the said portion measuring fourteen feet wide by seventy-five feet deep, and bounded as follows: on the west by 7th Avenue, on the north by lot 1045 of the official subdivision of said lot No. 753, on the east by a lane bearing the No. 1091 of the said lot No. 753, and on the south by the remainder of the said lot 1044 of the subdivision of lot No. 753, in order to move the said lane and transfer it from the part of the aforesaid lot 1017 of the subdivision of lot No. 753 above described to the above-described portion of lot 1044 of the subdivision of said lot No. 753.

Exchange
authoriz-
ed.

Entrée en
vigueur.

24. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

24. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.